



DIRECTION DE LA VOIRIE

**ARRETE N° 14794**

**INTERDISANT LE STATIONNEMENT RUE DU  
MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY au droit du  
n°29 sur 20 mètres linéaires et RUE DE LA BELLE  
IMAGE au droit du n° 29 rue du Maréchal de Lattre  
de Tassigny sur 20 mètres linéaires, du 12 février  
2024 au 15 mars 2024.**

VU la demande en date du 02 février 2024 par laquelle la société EXTRAVAL – 30 avenue du Commerce – 77680 ROISSY EN BRIE, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour la pose d'un échafaudage de 18 mètres linéaires au droit du n°29 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny avec un retour rue de la Belle Image à Maisons-Alfort, du 12 février 2024 au 15 mars 2024.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route.

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1° – Du 12 février au 15 mars 2024 :**

- **Le stationnement sera interdit rue de la Belle Image au droit du n°29 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny sur 20 mètres linéaires et rue du Maréchal de Lattre de Tassigny au droit du n°29 sur 20 mètres linéaires.**

**ARTICLE 2° –** Le présent arrêté sera affiché 48h à l'avance aux extrémités de ces sections.

**ARTICLE 3° –** L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers sur le trottoir avec mise en place d'un tunnel piéton et d'un filet antiprojection.

**ARTICLE 4° –** La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société EXTRAVAL – 30 avenue du Commerce – 77680 ROISSY EN BRIE et devra être déposée dès la fin des travaux.

**ARTICLE 5° –** La réfection du domaine public devra être effectuée de manière définitive et a pour effet de remettre les lieux en leur état initial et tenir compte de la classe hiérarchique structurelle (trafic lourd, léger, circulation piétonne, etc.).

**ARTICLE 6° –** La signalisation temporaire doit être adaptée aux circonstances qui l'imposent, afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents, sans contraindre de manière excessive la circulation publique. Elle devra être posée dans le sens de la circulation.

La signalisation temporaire doit pouvoir informer l'utilisateur, influencer son comportement, lui imposer éventuellement certaines restrictions justifiées.

En particulier la signalisation doit être enlevée dès lors qu'ont disparu les motifs ayant conduit à l'implanter. Des contrôles fréquents sont indispensables.

**ARTICLE 7°** – En raison de l’occupation du domaine public communal, le permissionnaire versera au Trésor Public une redevance dont le tarif est fixé par délibération du Conseil Municipal et révisé annuellement.

**ARTICLE 8°** – Le permissionnaire veillera à ne pas bloquer les bateaux ni les entrées piétonnes des habitations.

**ARTICLE 9°** - La présente autorisation ne pourra être affichée sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

**ARTICLE 10°** - Le permissionnaire s’engage à ne pas détériorer les arbres et leurs racines et en serait tenue pour responsable s’ils dépérissaient dans les deux ans à venir.

**ARTICLE 11°** – Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l’article R417-10p du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325-3.

**ARTICLE 12°** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 13°** - Conformément à l’article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d’un recours gracieux l’auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L’absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 13°** - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 07 février 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,  
Marie France PARRAIN,  
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 08/02/2024  
Qualité : Direction Générale des Services

**MIS EN LIGNE LE 09/02/2024**